

Brésil : La plus grave crise de l'histoire du Parti des travailleurs

lundi 16 juillet 2012, par [LEITE José Correa](#) (Date de rédaction antérieure : 11 juin 2005).

Sommaire

- [Le gouvernement et le PT \(...\)](#)
- [Des pots-de-vin aux « mensuali](#)
- [Les fruits amers du pragmatism](#)
- [Gestion de la crise](#)
- [Le Bloc de gauche : « qui ne](#)
- [Une recomposition majeure](#)
- [L'effondrement du PT historiqu](#)

Les déclarations du député Roberto Jefferson, président du Parti des travailleurs brésilien (PTB), ont ouvert le plus grand scandale que le Congrès brésilien ait connu depuis la Commission parlementaire d'enquête budgétaire, en 1992 [1]. C'est aussi la plus grave crise du gouvernement Lula, qui a déjà fait une première victime : José Dirceu, l'ex-ministre à la tête du cabinet présidentiel (Casa Civil) et ex-homme fort du gouvernement Lula, a été forcé de se démettre le 16 juin [2].

Accusé d'avoir organisé la corruption dans les services postaux, Jefferson a réagi en disant qu'il s'agissait d'une manœuvre de Dirceu pour l'incriminer. Dans une interview au quotidien Folha de São Paulo du 6 juin, puis à nouveau devant la Commission d'éthique de la Chambre des Députés, le 14 juin, il a affirmé que le trésorier du Parti des travailleurs, Delúbio Soares, payait des « mensualités » de 30 000 reals (autour de 10 500 euros), par le truchement des chefs des partis, aux députés du Parti libéral et du parti populaire (soit à plus de cent députés sur les 564) ainsi que des « primes » d'un million de reals (autour de 334 000 euros) à chaque député qui acceptait de quitter un parti de l'opposition pour rejoindre un parti gouvernemental (nombre de partis de droite, aisément corruptibles, ont accordé leur soutien au gouvernement). Le président du PTB a affirmé avoir reçu lui-même pour son parti la somme de 4 millions de reals (1,3 million d'euros) en tant que premier versement d'un accord électoral de 20 millions de reals, impliquant directement José Genoino, le président du Parti des travailleurs.

Dans l'édition du 15 juin du quotidien *O Estado de São Paulo*, la journaliste Dora Kramer écrit que le témoignage de Roberto Jefferson « *a mortellement atteint le ministre du cabinet présidentiel, José Dirceu, gravement atteint la direction du Parti des travailleurs (PT) et sali l'ensemble du Congrès. Tous ont été enduits de goudron avec la même brosse Il a montré du doigt les parlementaires en les accusant d'être complices d'un système illégal de financement des campagnes. Il en a exposé la nature et l'amplitude. Il a clairement dit que les commissions parlementaires réalisent des accords en vue de la condamnation ou du blanchiment de ceux qui font l'objet d'enquêtes ; il a mis à nu la nature des rapport entre le Palais de Planalto (présidentiel) et ses soutiens au sein du Parlement, et a montré comment tout ceci était fondé sur l'achat et la vente des positions d'influence.* »

Le gouvernement Lula, déjà atteint par plusieurs accusations de corruption et perdant sa popularité au cours des derniers mois, entre maintenant dans sa crise la plus grave. C'est aussi une crise historique du Parti des travailleurs, dont la crédibilité politique est gravement compromise. La sortie

de Dirceu trouble l'équilibre interne du gouvernement. Si elle peut permettre à Lula d'améliorer son image en se « débarrassant des pourris » (Dirceu avait déjà été souillé par le scandale impliquant son proche collaborateur, Waldomiro Diniz, l'an dernier) et des secteurs corrompus engagés dans les petites combines, elle renforce les positions de Palocci et de Gushiken, les ministres les plus liés aux secteurs du grand capital financier et favorables à une entente avec le PSDB [3].

Le gouvernement et le PT affaiblis

Les crises du gouvernement et du PT catalysent et nourrissent les contradictions déchaînées par l'adhésion du gouvernement Lula au néolibéralisme et par l'alignement du PT. Cette crise combinée se développe sur le terrain qui est le plus favorable à la droite, dilapidant le patrimoine moral, la crédibilité et la légitimité du PT en tant qu'instrument d'une politique différente. Jusqu'à maintenant ce processus était limité, lié à l'usure produite par la continuité de la politique économique néolibérale. Maintenant l'accusation est formulée dans des termes que tout citoyen peut comprendre : achat de parlementaires, corruption. Elle ouvre les yeux de tous sur le caractère et les limites du gouvernement Lula.

La crise pousse le gouvernement à s'engager plus encore dans la ligne « de continuité » du Ministre des Finances Palocci, considéré comme « garant de la stabilité » de la gestion. Ceci est immédiatement renforcé par le PSDB, le mieux placé pour capitaliser l'usure de Lula, qui veut affaiblir le gouvernement tout en lui imposant de réaliser les exigences néolibérales jusqu'aux élections d'octobre 2006. Le PSDB aspire à ce que le gouvernement Lula s'épuise sans que cela mette en question la légitimité des « institutions » et du « régime ». Seule la droite plus traditionnelle, associée au Parti du Front Libéral (PFL), qui ne dispose pas d'un projet de pouvoir aussi clair, a menacé le président Lula, soigneusement protégé par Jefferson et d'autres opposants, de procédure de destitution.

Ce dont nous sommes les témoins apparaît seulement comme le début d'un long processus d'usure du gouvernement Lula et du PT. Quel qu'en soit le scénario, le gouvernement Lula continuera à s'affaiblir et à évoluer à droite, avec un renforcement relatif de Palocci et la consolidation de son orientation néolibérale. Dirceu parti, ce dernier reste sans rival au sein du noyau dirigeant du Planalto. Il est même possible que Lula finisse sa gestion en tant qu'otage du PSDB.

Des pots-de-vin aux « mensualités »

Comme de nombreux analystes l'ont souligné, il n'était pas possible de continuer la politique néolibérale de Fernando Henrique Cardoso (FHC) sans employer également ses méthodes d'exercice du pouvoir, fondées sur les alliances au sein du Congrès et dans le gouvernement avec la droite corrompue. Pour gagner le soutien de la rue, Lula aurait dû rompre avec les politiques économiques antipopulaires ; sans l'appui des rues, il ne pouvait pas échapper à l'emprise de ces 300 magouilleurs la grande majorité des parlementaires toujours prêts à se vendre le mieux possible au gouvernement du moment, qui sont en grande partie responsables de la corruption endémique de la vie politique brésilienne. Alors que les « tucanos » (nom donné au PSDB) ont gouverné pendant les huit années de la présidence de FHC essentiellement en s'appuyant sur la grande corruption légale (celle dont bénéficiait ouvertement le grand capital financier à travers les privatisations et les décisions de régulation macro-économiques), le gouvernement Lula a promu le retour à l'achat des parlementaires au détail, arguant que cette fois-ci c'était pour le « bien », pour garantir « la gouvernance » d'une option de gauche. Ce marchandage a été l'œuvre de José Dirceu, mais il a aussi impliqué les secteurs du PT soumis au Palais présidentiel. Le rôle joué par Silvio Pereira, le

secrétaire général du PT, dans la distribution des charges gouvernementales et étatiques (plus de 25 000 postes de confiance), est connu de tous.

C'est justement pour cela que la position du gouvernement et du PT est intenable aux yeux de l'opinion publique après les accusations de Jefferson. Qu'elles soient ou non vraies, ces accusations sont plausibles, parce que l'achat des parlementaires est ce que le PT et le gouvernement ont fait ouvertement. Tous les journaux ont pris note des trocs du soutien contre des postes au sein du gouvernement ou dans les exécutifs des États, du changement de parti faits par les parlementaires « malléables » ou de la manière dont Palocci a négocié les votes stratégiques du point de vue de Lula en acceptant des amendements dont l'unique raison était de libérer des fonds exigés par des députés corrompus. Toutes ces pratiques sont en contradiction absolue avec la tradition du PT, qui les avait dénoncées jusqu'alors en tant que pratiques inacceptables des élites corrompues.

Les fruits amers du pragmatisme

Les « mensualités », si elles ont réellement existé (et le Congrès résonne de bruits sur leur existence), rendaient seulement le processus plus simple et meilleur marché pour le gouvernement. Il s'agit là d'une bêtise absolue du point de vue de la pratique politique transformatrice, mais c'est concevable étant donné la dégradation de l'horizon politique du PT gouvernementaliste au niveau du pragmatisme le plus plat. Ce pragmatisme avait déjà dominé la culture politique d'une partie de la gauche brésilienne avant 2002 et est d'autant plus compréhensible quand on sait que la majorité du PT n'avait jamais résisté à Lula. Quiconque a observé de près la perte de références graduelle des secteurs majoritaires de la direction du PT, leurs pratiques dans certaines municipalités, n'oserait jamais leur signer un chèque en blanc.

Ainsi, quoi qu'il advienne des accusations de Jefferson et des Commissions d'enquête parlementaire (celle, déjà en place, concernant le service postal et celle, déjà demandée, concernant les « mensualités »), les dommages sont faits, pour l'essentiel. L'accusation a mis en lumière pour la masse des électeurs brésiliens désenchantés du gouvernement (et du PT qui lui est soumis) le coût de la « gouvernance » choisie par Lula : le nivellement de la pratique du Parti des travailleurs au niveau de celle des autres partis. Maintenant le PT et le gouvernement ne peuvent plus espérer revenir à la case départ, lorsque l'image du parti était encore pure, mais sont condamnés à tenter de limiter les dégâts et d'éviter que l'usure ne se transforme en hécatombe pour le gouvernement Lula.

La situation peut aisément conduire à la multiplication de nouvelles accusations contre le gouvernement, ses compagnons d'infortune et le PT. Une opération de la police fédérale a découvert un arrangement pour le déboisement de l'Amazonie, faisant participer des membres du PT. Des accusations apparaissent contre les pratiques de cooptation des élus de l'opposition dans la gestion de la mairie de São Paulo lorsque Marta Suplicy exerçait les fonctions de maire une sorte de « mensualité » au sein du conseil municipal. Robert Jefferson est revenu à la charge avec de nouvelles accusations contre le gouvernement : Silvio Pereira aurait bénéficié de la surfacturation au Bureau de nuit de la poste aérienne. Chaque nouvelle accusation qu'elle soit vraie ou fausse contribue à détruire l'identité de gauche du PT et à le plonger dans la fosse commune des partis corrompus. Il est inutile d'insister sur le fait que Lula et la direction du PT récoltent seulement ce qu'ils ont semé.

Gestion de la crise

Des secteurs du gouvernement jouent sur l'usure du PT. La bureaucratie du parti reste sous le

contrôle de José Dirceu. A l'exception de Genoino, tous les accusés membres du PT sont liés à lui. Au cours de la réunion de la direction nationale du PT du 8 juin, devant la proposition raisonnable de suspendre Delúbio de l'exécutif tant que les investigations se poursuivent, cette bureaucratie inepte a serré les rangs autour du trésorier du parti, renforçant ainsi l'idée qu'il n'était qu'un exécutant. Peu après, au cours d'une conférence de presse désastreuse, Delúbio, sous la tutelle de Genoino, a donné l'impression qu'il n'était qu'un « porteur de valises ». Alors sous pression, la Présidence de la République a envoyé des signaux à tous les impliqués : si Lula est trop atteint, il pourrait se retirer du jeu et lancer Palocci pour assurer sa succession en 2006. Bref, le PT doit se soumettre et assumer le discrédit populaire.

La gauche gouvernementaliste les représentants de la majorité de la Démocratie Socialiste [4] et de l'Articulation de gauche [5] s'aligne sur la bureaucratie du parti en défense de Delúbio et endosse les manœuvres de Dirceu, tout en protestant timidement contre la politique économique du gouvernement. Elle semble ne pas se rendre compte de l'ampleur de la crise en cours. Certains députés de la DS tels Tarcisio Zimmerman, Orlando Desconsi et João Grandão ainsi que tous les députés de l'Articulation de gauche n'ont même pas soutenu la première demande d'enquête parlementaire concernant les malversations dans les services postaux, qui a été adoptée avant les dénonciations proférées par Roberto Jefferson. Il est plus qu'évident que la participation au gouvernement a apprivoisé cette gauche et l'empêche d'agir librement dans une situation qui exige une capacité d'initiative politique considérable.

Le Bloc de gauche : « qui ne doit rien, ne craint rien »

La gauche la plus conséquente avait déjà décidé d'exiger avant que la crise n'éclate que toutes les accusations soient l'objet d'enquêtes sérieuses et complètes. « Ceux qui ne doivent rien, ne craignent rien » a été un de ses mots d'ordre. Douze parlementaires du Bloc de Gauche du PT ont soutenu la première demande d'investigation sur les accusations de corruption concernant les services postaux. Ils ont maintenant établi une collaboration avec un groupe de sénateurs du PT. Par contre, ceux des parlementaires du PT qui s'étaient opposés à l'enquête, ont dû faire marche arrière une semaine plus tard, car leur position devenait intenable.

Face aux accusation concernant les « mensualités », le Bloc qui regroupe les représentants de la gauche du PT s'étant opposés aux mesures néolibérales du gouvernement a adopté la même attitude : il faut enquêter, par tous les moyens, et punir les responsables quels que puissent être les dommages que cela infligerait au gouvernement et au PT. Pour cela il faut impliquer la société civile démocratique et ces parlementaires cherchent le soutien de la Conférence Nationale des Évêques du Brésil et celui de l'Ordre des Avocats.

Le Bloc met également l'accent sur la relation étroite qui existe entre ces scandales, les pratiques corruptrices adoptées par le gouvernement et le PT et l'orientation néolibérale de la politique économique de Lula et Palocci. Ceux qui gouvernent pour le marché, ne peuvent gouverner en s'appuyant sur la rue. Le changement de la politique économique est le corollaire nécessaire de tout combat efficace contre la corruption.

Une recomposition majeure

La crise a démoralisé une bonne partie du PT gouvernementaliste, compromis avec le style politique de Dirceu et les pratiques pragmatiques peu acceptables, pour ne pas dire plus. Cela crée une occasion pour que la gauche critique du PT gagne un soutien plus large au sein de la base sociale du

parti, toujours orientée à gauche et qui réalise aujourd'hui quelles sont les conséquences de la politique « de continuité » et des alliances politiques du gouvernement Lula. Au cours des dernières semaines, des personnalités les sénateurs Eduardo Suplicy et Cristóvão Buarque, ainsi que le théologien de la libération Frei Betto ont rendu publics leurs désaccords avec l'orientation du gouvernement et du parti. Mais la lutte pour une réorientation politique de la gauche ne se fera pas par une intervention dans les débats internes du PT, comme le croient même certains secteurs du Bloc de Gauche, telle l'Action populaire socialiste (APS). En fait, les élections internes des directions du parti sont passées au second plan en raison du conflit qui secoue le Congrès.

Par ailleurs le « cordon sanitaire », établi par la gauche gouvernementaliste autour du Parti de la liberté et de la solidarité (PSoL) de la sénatrice Heloísa Helena, est devenu insoutenable. Ce parti est en train d'avancer vers l'obtention à temps du statut légal lui permettant de participer aux élections de 2006 (ce qui n'est pas encore acquis, mais semble maintenant probable). Il a aussi réagi à la crise de manière ouverte, cherchant à établir des liens avec la gauche du PT de manière non sectaire, comme le prouve la récente déclaration de ses élus au Congrès. Quoi qu'il puisse arriver, il semble que Heloísa Helena sera une personnalité clé lors des élections de 2006, au cours desquelles elle pourra probablement briguer la Présidence de la République [6].

Finalement la gauche du PT devra s'interroger sur son avenir à moyen terme et en débattre, car il semble aujourd'hui peu probable que le gouvernement et le parti puissent modifier leur orientation. Les dommages déjà subis par l'image du PT sont sans doute irréversibles. L'orientation actuelle de Lula ouvre la voie à un retour du PSDB au gouvernement. Il n'est plus possible de spéculer sur un éventuel « plan B ». De toute façon les seules options pour la gauche seront celles que l'action commune du Bloc de Gauche aura rendu possibles.

Les prochaines semaines seront ainsi riches en événements porteurs d'une recomposition majeure du paysage politique de la gauche brésilienne.

L'effondrement du PT historique [7]

Au cours des dernières semaines d'innombrables évidences se sont accumulées, indiquant que les dirigeants du Parti des travailleurs étaient impliqués dans une grande affaire de corruption politique et électorale, et cela à divers niveaux, concernant tant le gouvernement que le parti. Les chiffres déjà connus indiquent des mouvements de fonds d'au moins 500 millions de dollars.

Le premier résultat, c'est que Lula a initié le 8 juillet une réforme ministérielle, tentant de sauver ainsi son gouvernement. Cette réforme vise à réduire le poids du PT au sein du gouvernement fédéral et de l'ouvrir à des partis de droite, réputés pour leur vénalité en particulier le PMDB (déjà sollicité pour trois ministères importants, dont celui de la Santé, doté du plus important budget fédéral) et le Parti Progressiste (PP, issu de l'ARENA, le parti des militaires durant la dictature).

La crise a fait glisser le gouvernement vers une politique néolibérale encore plus agressive. Le ministre des finances, Palocci, a organisé un séminaire pour débattre de la proposition d'établir un « déficit zéro » en réduisant encore, de manière draconienne, les dépenses sociales, proposition avancée par Delfim Neto, membre du PP, connu durant la dictature sous le sobriquet de « tsar de l'économie ». En même temps la survie du gouvernement, sans qu'un processus de destitution ne soit encore engagé contre Lula, dépend aujourd'hui de la bienveillance du PSDB et du PFL, les partis de droite que la victoire de Lula en 2002 a chassé du gouvernement.

Le scandale a produit une puissante démoralisation au sein du Parti des travailleurs, l'isolant au sein de la société et provoquant la démission de ses dirigeants atteints par les accusations : le président

du PT, José Genoino ; son secrétaire général, Silvio Pereira ; son trésorier, Delúbio Soares ; et son secrétaire porte-parole, Marcelo Sereno. La vieille bureaucratie du parti a ainsi été décapitée.

Le 9 juillet, la Direction nationale (DN) du PT a remplacé ces dirigeants par divers anciens ministres et des personnes de confiance de Lula : Tarso Genro, qui abandonne le Ministère de l'Éducation et devient président du PT ; l'ex-ministre des Affaires sociales, Ricardo Berzoini, qui devient secrétaire général du parti ; le député Paulo Pimentel devient le nouveau trésorier ; et l'ex-ministre de la Santé, Humberto Costa est nommé nouveau secrétaire porte-parole du parti. Les 21 membres de la DN, représentant tous les courants de sa gauche, y compris les plus modérés et les plus « gouvernementalistes », se sont abstenus lors de cette recomposition de l'exécutif du parti, qui ne laissait aucun espace aux courants que Lula ne contrôle pas totalement.

Les changements en cours au sein de la direction du parti révèlent l'effondrement de son noyau dirigeant constitué à la fin des années 1980. Ce dernier est remplacé par un personnel politique en général soumis à Lula, mais non impliqué par les accusations de corruption. Mais le procès est loin d'être terminé. Les commissions d'enquête du Congrès disposent d'un matériel pour travailler durant de nombreux mois, une période au cours de laquelle de nouvelles accusations ne manqueront pas de voir le jour.

C'est dans ce cadre que 21 députés fédéraux du PT, à l'initiative des animateurs du Bloc de Gauche du parti [8], ont rendu public le 5 juillet une déclaration intitulée « En défense des valeurs du PT » (ci-contre). Ils y dessinent une issue de gauche à la crise actuelle du PT et du mouvement démocratique et populaire brésilien. Il s'agit là du premier pas d'une recomposition fondamentale de la gauche brésilienne et du PT en particulier.

Pour la gauche petiste attachée au projet socialiste, la question de la sortie du parti perçu aujourd'hui par la population comme un parti aussi corrompu que les autres est posée à court terme. Pour une bonne partie de la gauche le 3 octobre prochain journée limite d'affiliation partisane de tous ceux qui aspirent à être candidats lors des élections générales du 3 octobre 2006 [9] définit l'horizon de ce processus.

São Paulo, le 16 juin et le 11 juillet 2005

José Corrêa Leite

P.-S.

* Inprecor n° 507/508 de juillet-août 2005. <http://orta.dynalias.org/inprecor>

* Traduit par J.M. (du portugais) plus annotations.

* José Corrêa Leite, animateur du Forum social mondial et militant de la minorité de la Tendence Démocratie Socialiste, est membre du Comité International de la IV^e Internationale.

Notes

[1] En 1992 le président Fernando Collor de Melo a été impliqué dans de graves scandales de corruption. Le Parti des travailleurs avait alors joué un rôle essentiel dans la campagne qui avait

conduit le Congrès à destituer Collor.

[2] D'autres dirigeants du PT ont démissionné depuis, dont le secrétaire Silvio Pereira et le trésorier Delúbio Soares. Le président du PT, José Genuino, est aussi gravement menacé...

[3] Antonio Palocci est ministre des finances et symbolise le tournant néolibéral du PT et du gouvernement Lula. Luiz Gushiken est ministre-chef du secrétariat de communication du gouvernement et de la gestion stratégique. Le PSDB (Parti de la social-démocratie brésilienne) est le principal parti de l'opposition bourgeoise, construit par l'ex-président Fernando Henrique Cardoso.

[4] La Tendance Démocratie socialiste (DS) regroupe historiquement au sein du PT les militants qui s'identifient à la IV^e Internationale. Après l'exclusion du parti de la sénatrice Heloísa Helena, militante de la DS, et la fondation du Parti de la liberté et de la solidarité (PSoL), des militants de la DS ont quitté le PT pour construire le PSoL. D'autres militants de la DS environ un quart lors de la dernière Conférence nationale de ce courant, en avril 2005 demandent une réorientation de la DS. La majorité, elle-même divisée en plusieurs sensibilités, continue à soutenir le gouvernement Lula au sein duquel un membre de la DS, Miguel Rosetto, exerce la fonction de ministre de la réforme agraire. Le Comité international de la IV^e Internationale a adopté fin février dernier une résolution sur la situation brésilienne qui stipule, entre autres, que « la construction d'un bloc socio-politique des travailleurs et travailleuses antilibéral et anticapitaliste est contradictoire au soutien et à la participation au gouvernement actuel » et « se prononce pour le maintien de relations avec toutes les composantes de la IV^e Internationale au Brésil ». Cf. Inprecor n° 503 de mars 2005 pour le débat qui traverse la gauche brésilienne et Inprecor n° 504 d'avril 2005 pour les documents adoptés par le CI de la IV^e Internationale.

[5] Articulation de gauche est une tendance du PT issue de la rupture à gauche du courant historique de Lula, majoritaire, au début des années 1990.

[6] Des sondages réalisés récemment estiment que Heloísa Helena, si elle se présentait, pourrait réaliser un résultat significatif, de l'ordre de 10 % des voix

[7] Vu le retard pris par ce numéro d'Inprecor, nous avons demandé à l'auteur un post-scriptum actualisant son article rédigé le 16 juin 2005. Ce dernier paragraphe a été écrit le 11 juillet.

[8] Le Bloc de Gauche a été constitué le 20 mars 2005 par quinze député(e)s de la gauche du PT et annoncé lors d'une réunion de mille militants de la gauche du PT co-organisée par le journal Correio da Cidadania. Ces députés ont formulé, dans deux documents une « Lettre aux militant(e)s » et un « Engagement militant », une ébauche de projet politique alternatif à celui du gouvernement Lula.

[9] La loi électorale brésilienne impose un délai d'un an d'adhésion à un parti politique légal (et les nouveaux partis pour être reconnus doivent présenter 437 000 signatures !) pour pouvoir se présenter aux élections sur la liste de ce parti. Les militants du PT qui ne souhaitent pas être associés à la candidature de Lula (et au bilan gouvernemental désastreux de ce dernier) et qui aspirent à mener un combat électoral en 2006, doivent donc rejoindre un autre parti légal avant le 3 octobre. Le Parti de la liberté et de la solidarité (PSoL), fondé l'an dernier par la sénatrice Heloísa Helena et les députés fédéraux Babá, João Fontes et Luciana Genro tous exclus du PT pour leur opposition aux réformes néolibérales en décembre 2003 qui a rassemblé les signatures exigées, n'a pas encore été reconnu légal, bien que les récents sondages accordent un score important à Heloísa Helena au cas où elle briguerait la Présidence de la République.